

d'une source de mécontentement passée et actuelle vis-à-vis du fédéralisme qui menace vraiment l'unité du pays.

Je vous ferai remarquer, monsieur l'Orateur, sans vouloir me montrer dogmatique, mais réaliste, qu'aucun de ces écarts ne disparaîtra sans retour si on laisse aux compagnies privées le soin de faire les placements voulus et d'établir l'industrie nécessaire. L'entreprise privée n'a rien fait dans ce domaine depuis une centaine d'années, parce qu'il n'y avait aucun avantage à implanter des industries dans ces régions, et elle n'en fera pas davantage d'ici cent ans pour les mêmes raisons. La seule façon dont nous relèverons le défi des années 70, des années 80 et ainsi de suite, c'est en infusant dans la propriété des investissements publics plus considérables et même massifs, dans les régions désavantagées du pays. Cela pourrait se faire souvent de concert avec les investissements privés et la propriété privée, mais il faudrait que la direction en soit confiée aux organismes publics et surtout au gouvernement fédéral. C'est la façon méthodique de remédier aux problèmes des écarts régionaux, de la hausse des prix, de la pollution, du réaménagement urbain, etc., qui se posent au pays.

• (2.40 p.m.)

C'est plus de fonds et non pas moins, qu'il faut mettre à la disposition du gouvernement fédéral et plus de fonds également à la disposition des gouvernements provinciaux. Un régime fiscal qui favorise la propriété privée plutôt que l'expansion des biens et services publics au pays est un régime réactionnaire et rétrograde; pourtant, c'est celui que propose le Livre blanc. Ce Livre blanc est loin d'appliquer ces critères qui me semblent cependant essentiels à tout régime fiscal acceptable.

Des améliorations ont été apportées, personne ne le nie. Même le ministre des Finances qui s'attelle à la tâche de changer le régime fiscal actuel injuste et déplorable, n'a pu s'empêcher de l'améliorer. Il est parti de la base même de la structure et n'a pu que monter, aussi il lui était impossible d'empirer les choses. Je n'ai pas l'intention de l'en féliciter ni de l'en remercier. Il s'est appliqué à améliorer le système, mais je pense qu'il aurait pu faire beaucoup plus pour rendre notre régime fiscal vraiment équitable.

Parlons maintenant de quelques particularités du Livre blanc. Tous, nous sommes d'accord pour reconnaître qu'un régime fiscal doit être équitable, voyons un peu l'équité de ce régime. Même si les exemptions ont été rele-

vées, depuis vingt ans, depuis 1949, l'indice du coût de la vie a augmenté de 64 p. 100. Cependant le relèvement des exemptions n'est que de 40 p. 100. Cela signifie que les contribuables ne se retrouvent même pas au même point qu'il y a 20 ans, sans parler de l'amélioration de leur situation.

Dans l'ensemble, les exemptions favorisent les gens à revenus élevés. Personne ne l'a dit plus éloquemment que le ministre des Finances lui-même quand il était dans l'opposition en 1962, et ses paroles sont citées à la page 1775 du *hansard*. Selon lui, les déductions supplémentaires ne font que favoriser ceux qui ont des revenus élevés et ne profitent pas aux échelons inférieurs. C'est toujours le résultat des rajustements de taux d'exemption.

Si vous portez l'exemption d'un célibataire de \$1,000 à \$1,400, le gagne-petit épargnera \$20 ou \$30, mais les personnes à revenus élevés bénéficieront d'un dégrèvement de \$200 à \$300.

**L'hon. M. Benson:** Le député me permet-il de poser une question? Se rend-il compte que ce rajustement de taux favorisera les célibataires dont le revenu est inférieur à \$3,400 et les gens mariés qui reçoivent moins de \$9,100? Ceux qui ont des revenus plus élevés paieront davantage d'impôts. Le changement porte à la fois sur l'exemption et sur le taux d'imposition.

**M. Lewis:** J'assure au ministre que je comprends ce qu'il dit, mais que cela n'aide pas sa cause. Il lui faudrait me prouver que toute l'épargne de \$200 ou \$300 découlant de l'exemption et revenant aux personnes à revenu élevé est annulée par l'augmentation des taux d'impôts, ce qui n'est pas le cas, comme je le démontrerai dans un moment.

Je prétends que nous n'avons plus besoin d'exemptions. Quiconque étudie les régimes fiscaux contemporains se rend compte que des exemptions plus généreuses favorisent des gens à revenus élevés, non pas ceux à revenus modestes. Le chef de l'opposition me reprendra si je fais erreur, car je n'ai pas noté ses paroles. Il a signalé que l'allocation des mères au travail favoriserait la femme dont le mari gagne un salaire moyen ou élevé et qui serait désireuse de se tailler une carrière, ce qui serait son droit. Elle serait beaucoup mieux placée que la femme d'un ouvrier qui gagne \$5,000 et paie moins d'impôt sur le revenu. Cela est vrai des allocations des mères au travail aussi bien que des exemptions sur l'impôt personnel.